



PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations Classées

Affaire suivie par Mme MAHIEDDINE

Tel 03.87.34.85.30

Fax 03 87 34 85 15

Internet :falma.mahieddine@moselle.pref..gouv.fr



POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau

Laurent VAGNER

ARRETE

N° 2010- DLP/BUPE N° **206**
en date du **- 8 JUIN 2010**

imposant à la Société COMPTOIR GENERAL
DU RESSORT à des mesures pour la remise en
état du site de l'exploitation de ses installations à
SARREBOURG .

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D' HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ -2010-60 en date du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU les textes du 8 février 2007 relatifs à la gestion des sites et sols pollués ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 autorisant la société des Usines Bellevue à SARREBOURG à continuer d'exploiter son usine de SARREBOURG modifiée ;

VU la déclaration du 20 décembre 2006 par laquelle la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT informe le Préfet de la Moselle de la cessation d'activités du site réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1975 précité ;

VU le courrier du 28 octobre 2009 et l'étude « Bureau Véritas - 1988790 du 26 octobre 2009 » jointe, transmis par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT au Préfet de la Moselle ;

VU les éléments complémentaires fournis par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT au Préfet de la Moselle le 26 janvier 2010 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 mars 2010 ;

CONSIDÉRANT que la déclaration de cessation d'activités complétée émise par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT répond aux dispositions prévues par l'article R.512-74 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'étude remise par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT fait apparaître des incertitudes sur la qualité des eaux souterraines et de l'impact des activités sur ce milieu ;

CONSIDÉRANT que l'étude remise par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT préconise la mise en place d'un plan de gestion et d'une Analyse des Risques Résiduels (ARR) ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des documents remis, il appartient notamment à l'exploitant d'appréhender l'impact de l'activité sur les eaux souterraines et de définir un plan de gestion ;

VU l'avis du CODERST en date du 29 avril 2010 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1

La Société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT devra, pour les installations réglementées par l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 et situées route de Strasbourg à SARREBOURG, se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CARACTERISATION DES MILIEUX

Article 2.1 - État initial

Afin d'appréhender les enjeux sanitaires et environnementaux que présente le site sur lequel la Société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT exploite ses activités, cette société dressera un bilan de l'état du site et des milieux d'exposition concernés.

Ce bilan devra permettre d'appréhender l'état de contamination des milieux et les voies d'exposition aux pollutions compte tenu des usages à considérer. Il sera représenté sous la forme d'un schéma conceptuel qui précisera les relations entre :

- les sources de pollution ;
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques ;
- les enjeux à protéger compte tenu des usages à considérer (populations riveraines, travailleurs, usages des milieux et de l'environnement, milieux d'exposition, ressources naturelles à protéger).

Ce bilan sera dressé à partir :

- de la visite du site et de ses environs immédiats
- de l'analyse historique du site

Cette analyse devra permettre, à partir de la collecte et de l'interprétation des informations disponibles, d'identifier les usages successifs du site, la localisation précise des activités exercées, des produits manipulés et des déchets générés.

- de la caractérisation des milieux

Cette caractérisation devra porter sur l'ensemble des milieux pertinents (sols, eaux souterraines, eaux superficielles et éventuellement l'air). Elle devra en outre permettre d'identifier avec précision la source et l'étendue des pollutions.

Elle sera effectuée de préférence par mesure directe dans les milieux et pourra être complétée en tant que de besoin par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

- de l'identification des enjeux

Ce travail concernera d'une part les enjeux liés à l'exposition des populations et des travailleurs et d'autre part ceux liés à la préservation des ressources naturelles eu égard

- aux dispositions spécifiques prévues par le droit européen, national ou local (SDAGE, ZNIEFF, ZICO, etc.)
 - de l'étude de la vulnérabilité des milieux
- Cette étude devra permettre d'identifier les transferts potentiels ou avérés des sources de pollution vers les points d'enjeux à considérer.

Les études réalisées en application des dispositions ci-dessus seront remises à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si le schéma conceptuel met en évidence l'existence de sources de pollution qui ne seraient pas maîtrisées, l'exploitant devra définir les mesures de gestion à mettre en œuvre pour maîtriser ces sources de pollution. Si aucune action de gestion simple ne peut être mise en œuvre, l'exploitant définira un scénario de gestion conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Article 2.2 - Premières mesures de protection

Si cela s'avère nécessaire, l'exploitant proposera au Préfet la mise en place de premières mesures conservatoires de maîtrise des pollutions et de protection des personnes et ce sans attendre l'aboutissement de la caractérisation de l'état des milieux.

ARTICLE 3 - COMPATIBILITE MILIEUX/ENJEUX

Au regard du schéma conceptuel préétabli, et en particulier des impacts et des enjeux qui auront été identifiés à l'extérieur du site, après s'être assuré que l'ensemble des sources de pollution est maîtrisé, l'exploitant devra s'assurer que les milieux à considérer ne présentent pas d'écart d'une part par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population et d'autre part par rapport aux contraintes fixées par les instances nationales ou internationales en matière de protection des ressources naturelles et de la biodiversité.

Pour ce faire, sur la base des enjeux identifiés dans le schéma conceptuel, l'exploitant comparera les résultats des analyses effectuées pour la caractérisation des milieux aux valeurs de gestion réglementaires nationales ou internationales reconnues (eau potable, DCE, SDAGE, denrées alimentaires, air extérieur, etc.).

Compte tenu de l'absence de valeurs de gestion réglementaires pour les sols, les résultats des analyses dans ce milieu seront comparés à l'état initial de l'environnement ou, à défaut, au fond géochimique local.

Dans le cas où aucun critère de comparaison ne serait disponible pour certains des milieux pertinents identifiés comme dégradés, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera réalisée, sans pratiquer l'additivité des risques liés aux différentes substances et/ou aux différentes voies d'exposition. L'outil d'appui à la démarche d'Interprétation de l'Etat des Milieux développé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durable pourra être utilisé à cet effet.

Si compte tenu du dépassement des valeurs de gestion réglementaires ou de calculs de risques inacceptables l'état des milieux apparaît incompatible avec les enjeux à protéger à l'extérieur du site, l'exploitant devra déterminer si cette compatibilité peut être rétablie au travers d'actions simples de gestion.

Un bilan de cet examen sera remis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de trois mois après remise de l'étude relative à la caractérisation de l'état des milieux.

ARTICLE 4 - MESURES DE GESTION

Si les études réalisées en application des articles précités ont mis en évidence l'absence de maîtrise de certaines sources de pollution ou encore l'incompatibilité entre l'état des milieux et les enjeux recensés à l'extérieur du site, en l'absence de dispositions simples permettant d'y remédier, l'exploitant devra définir des mesures de gestion à mettre en œuvre.

Pour ce faire, l'exploitant devra examiner les différentes options de gestion possible et, sur la base d'un bilan coûts/avantages argumenté, définir celle qui permettra de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles soient maîtrisés et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement.

Il conviendra de privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu de supprimer les sources de pollution ;
- en deuxième lieu de désactiver les voies de transfert ;
- en dernier lieu d'optimiser le bilan environnemental global

En tout état de cause les mesures proposées devront garantir la maîtrise des sources de pollution et de leurs impacts.

Si les mesures de gestion retenues ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes et que les expositions résiduelles sont supérieures aux valeurs de gestion réglementaires, les risques sanitaires potentiels liés aux expositions résiduelles devront être évalués et appréciés selon les recommandations nationales des instances sanitaires.

Une fois le scénario de gestion établi l'exploitant définira :

- les mesures de gestion conditionnant l'acceptabilité des mesures proposées et devant par conséquent faire l'objet d'un contrôle ;
- les mesures de surveillance environnementale à mettre en place ;
- les dispositifs de restrictions d'usage devant être mis en œuvre.

L'exploitant établira un document synthétisant l'ensemble de la démarche engagée et justifiant explicitement les mesures de gestion retenues. Ce document devra à minima présenter :

- le schéma conceptuel dans sa forme initiale et dans sa forme finale ;
- les éléments techniques et économiques relatifs à la suppression des sources de pollutions et à la maîtrise de leurs impacts, et cela en cohérence avec les différentes options de gestion et leurs caractéristiques ;
- les résultats du bilan « coûts-avantages » justifiant le plan de gestion proposé ;
- les expositions résiduelles et les résultats de l'analyse des risques résiduels ;
- une synthèse à caractère non technique ;
- une synthèse à caractère technique récapitulant l'ensemble des paramètres et des mesures de gestion dont la bonne réalisation conditionne l'acceptabilité du scénario proposé et devant par conséquent être contrôlés lors de la réalisation du chantier ;
- le cas échéant, les éléments nécessaires à l'information, à l'institution de restrictions d'usage et à la mise en œuvre d'une surveillance environnementale (eaux souterraines, pérennité du confinement...).

Ce document sera remis pour approbation à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de trois mois après remise de l'étude relative à la caractérisation de l'état des milieux.

ARTICLE 5 - OUTILS

Les outils relatifs aux modalités de gestion et de réaménagement des sites développés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables pourront être utilisés pour la réalisation de l'ensemble des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 6 - FRAIS

L'ensemble des frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté est à la charge de l'exploitant

ARTICLE 7

En vue de l'information des tiers

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SARREBOURG et pourra y être consultée par tout intéressée ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 9 Exécution de l'arrêté :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

Le Sous-Préfet de SARREBOURG

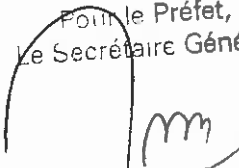
Le Maire de SARREBOURG

Les Inspecteurs des Installations classées,

Et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


JEAN-LOUIS STREFFEL

COMPTOIR GENERAL DU RESSORT
REGULARISATION DE NOTIFICATION DE CESSATION D'ACTIVITE DE L'ANCIEN SITE ROUTE DE STRASBOURG A SARREBOURG

